

L'immigration, sujet brûlant des élections suédoises

Suède L'extrême droite a le vent en poupe en vue des législatives du 9 septembre.

Slïm Allagui
Correspondant en Europe du Nord

Après de deux semaines des élections législatives suédoises le 9 septembre, la question de l'immigration s'est imposée dans la campagne électorale qui pourrait balayer les sociaux-démocrates au pouvoir depuis 2014.

L'afflux massif des réfugiés en 2015 vers la "terre promise" suédoise (163 000, un record en Europe per capita) a constitué une onde de choc dans ce royaume réputé pour sa générosité et son ouverture en Europe du Nord.

Pour faire face à une situation devenue ingérable, la coalition gouvernement bipartite (sociaux-démocrates et verts), appuyée par le Parlement, a rétabli le contrôle aux

frontières dès le 1^{er} janvier 2016 et adopté une série de mesures restrictives pour dissuader les migrants de rejoindre le pays avec pour résultat un recul drastique des arrivées (26 325 en 2017).

En dépit de cette baisse spectaculaire provoquée par des tours de vis successifs, le parti à la rose n'est pas parvenu à rassurer une population de plus en plus préoccupée par la crise migratoire, ce qui a fait le lit de l'extrême droite. Ainsi les Démocrates de Suède (3^e formation du Riksdag, le parlement monocaméral suédois) n'ont jamais été aussi populaires.

Le vote, le 7 juin au Riksdag, d'un projet de loi gouvernemental accor-

dant une amnistie provisoire à quelque 9 000 jeunes réfugiés, Afghans pour la plupart, arrivés comme mineurs non accompagnés en Suède, et dont la demande d'asile a été rejetée, a relancé le débat sur l'immigration.

Un vote jugé "mauvais" selon 54% des Suédois, qui a divisé l'opposition de centre-droit. Cette amnistie a été adoptée sur un score serré (166 contre 134), grâce à des voix centristes, libérales et chrétiennes-démocrates, par "humanisme" pour permettre à ces jeunes réfugiés déboutés de suivre une éducation et de leur donner une nouvelle chance dans le réexamen de leur demande d'asile.

Selon une enquête réalisée par le tabloïd "Expressen", 99,4% de ces réfugiés amnistiés sont des hommes, n'ayant aucun papier d'identité valable, et 49% d'entre eux ont indiqué qu'ils avaient habité au moins un an en Iran avant de s'enfuir vers la Suède, de quoi jeter de l'huile sur le feu dans cette affaire d'amnistie très critiquée par le Conseil consultatif en matière législative, parce qu'il accorde un traitement spécial à un groupe spécifique, et par la police, étonnée qu'on accorde un séjour provisoire à des migrants dont elle n'a pas pu déterminer l'identité.

Un cadeau pour l'extrême droite

Pour Tobias Billström, président du groupe parlementaire des conservateurs, donnés favoris du scrutin, "un non doit être un non en cas de rejet d'une demande d'asile. C'est la base même de la politique migratoire", expliquait-il en avril dans le "Expressen". Et d'ajouter, en marge des discussions sur ce projet de loi contro-

versé, "Toutes les expériences montrent qu'une amnistie provisoire ne sera jamais provisoire, et qu'à terme c'est la politique d'immigration qui perd en crédibilité".

Cette tension politique s'ajoute à la série de violences mortelles qui ont secoué ces trois dernières années Malmö, troisième ville au Sud du pays, porte d'entrée principale des migrants, dans une région, la Scanie, bastion de l'extrême droite.

Et les derniers incidents (des voitures incendiées par dizaines dans les banlieues) n'ont fait qu'exaspérer un peu plus une frange croissante de la population préoccupée par ce qu'elle qualifie de "laxisme" des sociaux-démocrates sur les questions migratoires. Une inquiétude qui pousse ces Suédois vers l'extrême droite perçue comme un rempart face aux migrants.

En dépit de cette baisse spectaculaire provoquée par des tours de vis successifs, le parti à la rose n'est pas parvenu à rassurer une population de plus en plus préoccupée par la crise migratoire